

Dossier spécial : Quelles perspectives pour l'économie verte

Article de Benoit Forin

L'économie verte est un peu devenue une "tarte à la crème" du journalisme économique et des diners en ville. Présentée comme la panacée de la sortie de crise, de la résorption du chômage et du retour à un "chacun chez soi" dont la globalisation a fait depuis longtemps litière, quelle perspective d'avenir recouvre-t-elle vraiment ? Au-delà des constats d'urgence et de la prise de conscience planétaires résultant des sommets internationaux sur l'environnement (Rio+20 pour le dernier en date), comment concevoir une inflexion de l'économie qui transformerait réellement son orientation ? Quelques éléments de réponse.

Comment définir l'économie verte ?

De nouveaux procédés productifs et organisations

Avant tout en contrepoint de l'économie globalisée actuelle. Celle-ci porte profondément imprimée la marque du modèle industriel : consommatrice nette d'énergie et de ressources, contrainte de susciter en permanence le désir, y compris du futile, pour continuer à "créer du cash", qui rémunère à son tour les investisseurs et alimente ainsi la sphère financière. On en retrouve la déclinaison non seulement dans la production des biens de consommation proprement dits (la durée de vie des gammes de téléphones mobiles est ici caricaturale) mais aussi dans les services (voir l'ingénierie assurantielle qui s'emploie à couvrir tous les segments du marché du risque) ainsi d'ailleurs que dans l'agriculture, où les semences sont désormais brevetables, et où l'on constate même des phénomènes de délocalisation, comme lorsque des entreprises indiennes produisent [des roses en Éthiopie](#)).

La caractéristique d'une économie véritablement verte (et non pas simplement peinte en vert) est de fonctionner en acceptant d'emblée et en intériorisant dans ses raisonnements et ses comportements les limites posées par la "niche écologique" qu'occupe l'activité dont il s'agit. Une entreprise minière verte anticipe dès la prospection d'un gisement le sort des résidus d'extraction, une papeterie verte utilise des procédés qui intègrent dès la conception le recyclage et l'épuration de l'eau, un agriculteur vert conçoit la distribution de sa production de façon à ne pas dépasser un rayon de 100 km...

Il s'agit soit de développer de nouveaux procédés productifs ou de nouvelles organisations (logement, transport, trajets professionnels...) non consommateurs nets et si possible producteurs d'énergie et matières premières. Dans l'idéal, l'énergie consommée est produite sur place, indépendamment de tout approvisionnement

externe: certaines communes misent sur le biogaz produit de l'élevage porcin local, le recyclage des eaux polluées est privilégié pour [l'alimentation énergétique des immeubles](#), des [habitats à énergie positive](#) font leur apparition... Il y a quelques mois, le magazine Science et Vie s'est fait l'écho d'un procédé consistant à substituer [le thorium à l'uranium](#), dans les centrales nucléaires, afin de réduire les risques de catastrophes tout en expérimentant un recyclage civil du plutonium, actuellement confiné à une destination militaire.

Des indicateurs réglant le raisonnement de l'économie verte

Le raisonnement économique d'ensemble est alors complété de la façon suivante. Au delà des questionnements préalables à toute décision d'entreprendre ou de produire,

- est-ce que c'est efficient, autrement dit est-ce que le résultat productif est obtenu au coût minimum possible, pour un prix acceptable par le marché,

- est-ce que c'est optimal, autrement dit est-ce que ce résultat ne sous-emploie pas des facteurs de production disponibles (travail, financement),

on ajoute une troisième question :

- ce résultat est-il neutre vis-à-vis de la niche écologique où il est produit, autrement dit le coût des ressources naturelles utilisées, apparemment gratuites comme la terre, l'air et l'eau (ou le bien-être social comme l'aspect d'un bâtiment, par exemple) a-t-il été intégré dans les calculs de coûts de production ?



Les indicateurs les plus populaires de l'économie verte sont l'empreinte carbone d'un article de consommation, le bilan énergétique global d'un investissement, mais on peut en concevoir d'autres, plus macro-économiques et basés sur des enquêtes, par exemple la durée effective d'usage des biens de consommation durable par leurs utilisateurs, les transformations (réelles ou souhaitées dans les habitudes de transport...

Quel financement pour une "économie verte" ?

Une économie dépendante aux investisseurs

La dynamique de l'économie productive, dans sa forme actuelle globalisée, est largement dominée par la sphère financière, dont l'autonomie croissante transforme peu à peu le modèle industriel en modèle rentier. Le recours croissant des grandes entreprises au marché financier global les a placées de plus en plus sous la dépendance d'investisseurs dont l'objectif est la perception à très court terme d'une rémunération garantie du capital investi, et leur choix est vaste à l'échelle mondiale. Qu'une alerte sur bénéficière trimestriel en baisse soit publiée, et la sanction boursière tombe dans les minutes qui suivent, les investisseurs se reportant sur une source de revenu plus intéressante.

La rente financière parasite toujours davantage l'économie réelle, par un raisonnement pervers et court-termiste identifiant rendement des capitaux investis et rentabilité globale d'une entreprise. Or celle-ci s'apprécie en fonction d'un projet productif viable, d'un modèle économique stable, prometteur et cohérent, d'un débouché commercial bien identifié, et de chances de survie et de développement à moyen terme suffisamment assurées. Tous critères qu'une banque classique est plus à même d'apprécier qu'un investisseur de marché.

Cependant une banque est, avec une certaine raison, plus frileuse face à l'innovation que certains fonds d'investissement, fondations ou associations. Comment mettre en oeuvre les critères d'appréciation habituelle face à un projet ou un produit entièrement nouveaux ? Paradoxalement, des organismes de type "hedge funds", mais aussi certains financiers visionnaires sont plus familiers de ce type de risque.



Junk bonds ou Crowdfunding ?

Quant au financement public, il est soumis à trop d'aléa de court terme, en démocratie, pour être pris en compte, comme le prouvent les récents déboires des producteurs européens de panneaux photovoltaïques, et cette précarité nuit à un effort de transformation de l'économie dans la durée.

C'est pourquoi, dans le passé, l'invention des ["junk bonds"](#) avait accompagné et conditionné le développement de la nouvelle industrie micro-informatique, en Californie,

mais dans une économie qui n'était pas encore globalisée. Ajoutons également que les crédits du Pentagone pour le soutien de la recherche en électronique militaire avaient providentiellement soutenu les premiers pas de la Silicon Valley...

Une alternative, en cours d'expérimentation par différents entrepreneurs, peut reposer sur le "[crowdfunding](#)", qui consiste à recueillir via Internet, des dons ou des prêts de donateurs privés intéressés par le projet exposé en ligne. Les montants individuellement versés sont modestes, mais le grand nombre des donateurs potentiels touchés via la Toile permet à faible coût de réunir in fine des volumes suffisant à un démarrage. Le procédé ancien de la souscription retrouve ainsi une seconde vie. Bien oublié après la Grande Guerre, c'est pourtant lui qui avait permis aux parisiens de faire construire leur première ligne de métro, que les grandes banques, liées aux compagnies privées de chemin de fer, refusaient de financer.

Quelle société est cohérente avec une "économie verte" ?

Une économie concentrée et mondialisée



L'économie industrielle aboutit à une concentration croissante des entreprises et à la monopolisation progressive de secteurs entiers, parallèlement à une polarisation croissante de la détention des richesses. Les déréglementations des années 80, aux États-Unis comme dans l'Union Européenne avaient mis fin à des situations qui avaient conduit à entraver l'innovation technologique dans le domaine des télécommunications par exemple, mais la globalisation a ouvert un boulevard à des entreprises prédatrices qui ont su remporter la course à la taille critique pour survivre et dominer dans le nouvel environnement : Mittal, Goldman Sachs, Rio Tinto, par exemple. En même temps se sont bâties des fortunes d'une ampleur oubliée depuis l'avant 1929, et des villas de Long Island abandonnées depuis cette époque ont d'ailleurs été rachetées, rénovées et repeuplées par de riches occupants.

Une conséquence indirecte de cette concentration dans une économie mondialisée est

que les crises (faillites bancaires, catastrophes naturelles ou industrielles) ont désormais des conséquences systémiques de plus en plus difficilement contrôlables. La faillite de Lehman Brothers déclenche une réaction en chaîne qui place au bord de l'écroulement le système financier international, la catastrophe nucléaire de Fukushima déstabilise à son tour l'activité économique internationale) et la recherche d'une sécurité au demeurant de plus en plus coûteuse aboutit à une société du soupçon, du contrôle, de l'isolement. Le pays qui abrite la City est également celui où on compte une caméra de surveillance pour 14 habitants.

De l'industrie classique à l'économie sociale

Une économie verte est plus conforme au modèle Internet de type holographique : le système est conçu sur la base d'un modèle décentralisé et redondant, où, en quelque sorte "chaque partie contient le tout", comme une garantie de survie pour l'ensemble du système. On y est à la recherche de l'autonomie énergétique des centres de production, on y conçoit des immeubles à énergie positive, la [récupération de l'énergie corporelle](#), le recyclage permanent des matières premières et son anticipation dans l'acte de produire, la valeur d'usage y est considérée au moins à l'égal de la valeur d'échange de l'article produit, et devient un argument marketing. On est dans la respiration, l'échange permanent avec le milieu d'accueil, qui au lieu d'une colossale pompe aspirante et refoulante, évoque plutôt un tissu vivant de cellules en maillage étroit et en symbiose profonde avec leur niche écologique.

Le modèle social et urbain dominant qui peut s'anticiper sur ces bases ressemblerait sans doute à un vaste réseau d'agglomérations de taille moyenne, à l'opposé des grandes concentrations urbaines, et qui s'accompagnerait d'une agriculture et d'une industrie minimisant les coûts de transport, communiquant via des "hubs" de services sociaux d'intérêt général (santé, éducation, ordre, justice, culture...) disposés judicieusement sur tout un territoire et reliant aussi les unes aux autres des provinces de différents États européens, par exemple. Une cité comme [Portland](#), en Oregon, présente des caractéristiques intéressantes de reconversion d'un modèle industriel classique (sidérurgie et mécanique lourde) vers un mode de vie sociale correspondant à une "économie verte".

Quel modèle de transition vers une "économie verte" ?

Des résultats productifs et une organisation méthodique

Le modèle industriel de civilisation s'est imposé, historiquement, grâce à sa capacité de séduction découlant de son efficacité et de sa "rationalité évidente". Au-delà de ses résultats productifs, c'est aussi et surtout son aspect méthodique, privilégiant l'organisation du travail, l'optimisation des process, le contrôle et le développement de la qualité ainsi que, la plupart du temps, l'écoute du client.

On pourrait croire que les stratégies de [développement durable](#)", aujourd'hui systématiquement mises en avant par les grandes firmes, participent de cette attitude

d'écoute, et ont pour objectif de manifester concrètement une prise de conscience du monde industriel des coûts réels de ses activités, tout en profitant, sur le plan marketing, d'une image positive créée par cette attitude auprès de la clientèle. Il s'agit plutôt d'un "lifting écologique" car ces professions de foi abondamment médiatisées s'accompagnent, beaucoup plus concrètement, d'une recherche perpétuelle de compression des coûts de production pour accroître encore les rendements financiers. Tant que la domination du monde de la finance se poursuivra, aucune vision de long terme, véritablement entrepreneuriale et prenant en compte les coûts de production réels ne pourra s'exprimer et se concrétiser. Une première priorité est donc de mettre un terme à l'inflation financière, aboutissant à une accumulation illimitée de dette privée ou publique finalement irrécouvrable.



Un fédéralisme européen en progrès

La transition vers une économie verte ne se décrète pas, mais la mise en place des conditions préalables à son développement est de la responsabilité des pouvoirs publics, émanation de la société civile. La seconde priorité est donc de créer un modèle institutionnel stable donnant pour longtemps un cadre à la transition. L'insertion dans les appels d'offres publics de clauses relatives à l'environnement est naturellement fondamentale. Mais tout autant, par exemple en Europe, la normalisation des standards en matière du droit du travail, des systèmes de taxation, de la protection de la santé et de la vieillesse, ainsi que de la sécurité des personnes et des biens. Les progrès du fédéralisme européen au cours des mois qui viennent, sous la nécessité de mettre en place une Union bancaire, pousseront sans doute dans cette direction. Ce n'est qu'à cette condition que les initiatives de petites entreprises innovantes pourront bénéficier d'un effet de "grand marché" véritable et petit à petit infiltrer l'économie existante, via la sous-traitance des grandes firmes, par exemple

Un tel scénario nécessite probablement une quarantaine d'années pour se réaliser. A moins qu'une catastrophe analogue à la crise financière déclenchée en 2007 et qui se

poursuit depuis n'accélère des changements qui seront alors perçus comme moins coûteux que le simple maintien de l'existant.